

MOSTAGANEM

Une pharmacie cambriolée de nuit au centre-ville

Une pharmacie a été la cible d'un cambriolage à la place du Novelty, en plein centre-ville de Mostaganem. A en croire certaines indiscrétions, le cambriolage s'est produit dans la nuit de vendredi à samedi dernier où le ou les malfaiteurs ont forcé la porte de derrière de l'officine avant de s'emparer de médicaments, de produits cosmétiques et de parfumerie, pour un montant estimé à plusieurs millions de centimes. En plus ils ont dérobé le fonds de caisse.

Une enquête a été ouverte par la police et confiée à la 1^{re} Sûreté urbaine.

A. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

29 468 comprimés d'ecstasy saisis à bord d'un véhicule

Les éléments de la gendarmerie de Sidi-Bel-Abbès ont en début de semaine en cours saisi 29 468 comprimés d'ecstasy à bord d'un véhicule sur l'autoroute Est-Ouest.

Le conducteur du véhicule en question, à la vue des éléments de la gendarmerie lors d'un point de contrôle d'un barrage érigé sur l'autoroute Est-Ouest, a tenté de forcer le barrage. Les gendarmes ont aussitôt réagi et poursuivi le véhicule avant son immobilisation. Lors de la fouille du véhicule, ils ont découvert 29 468 comprimés d'ecstasy minutieusement dissimulés. Le conducteur qui a été arrêté a été déferé devant le procureur de la République de Ben-Badis.

A. M.

MILA

La fin des J9

Le wali de Mila a instruit le directeur des transports de mettre un terme progressivement et jusqu'à la fin de cette année 2016, délai de rigueur, à toute circulation sur le territoire de la wilaya, de ces véhicules servant dans le transport collectif de voyageurs, appelés communément J9 ou Karsan. «Ces tombeaux à ciel ouvert qui datent de l'âge de pierre et qui circulent impunément, vont être bannis à Mila, l'une des rares wilayas où on les voit encore, avec tous les risques encourus par les voyageurs.

«Au-delà de la fin de cette année, je ne veux plus en entendre parler», martèle-t-il ! Cette instruction a été donnée lors de la plénière mensuelle du CoVi-Mil et dont le directeur des transports en est un des dix responsables de modules.

Passant en revue les recommandations prises lors de quatre réunions précédentes, le chef de daïra de Mila et coordonateur dudit comité, a expo-

sé devant l'assistance l'état d'avancement des travaux, par module et par district, conformément au programme tracé.

Ainsi, nous apprenons que neuf sens giratoires vont être aménagés à travers la ville et les propositions de stèles et autres jets d'eau qui vont être retenues sont à l'étude. Neuf intersections ont été choisies pour recevoir les feux tricolores dont

quatre sont déjà installés et le reste suivra d'ici peu, ainsi que la généralisation de l'éclairage public LED, certes plus cher mais plus esthétique, plus économique (jusqu'à 86%) et dont la durée de vie est largement supérieure (jusqu'à 30 ans).

Selon le programme en cours, 20 aires de jeux en tartan, réalisées à travers les quatre coins de la ville, vont être réceptionnées la fin du mois de mars prochain, qui connaîtra, également, la fin des travaux de rénovation du réseau AEP et autres diverses conduites et, juste après, on assistera au lancement des travaux de bitumage.

Pour ce qui est de l'aménagement du square de la ville, dont beaucoup de bruit est fait à son sujet, le wali a tenu à préciser qu'aucune décision n'a été encore prise et qu'un concours d'idées est ouvert aux uns et aux autres et la meilleure proposi-

tion sera retenue et, les représentants du Cloa de Mila, MM. Chemseddine Bouhouhou et Kara El-Hacène (représentants 2 bureaux d'études privés à Mila) ont été les précurseurs, en proposant beaucoup de variantes, aussi intéressantes les unes que les autres, mais les Mileviens, d'une manière générale, semblent s'opposer à l'idée d'ouvrir cet espace pour en faire une place publique, préférant un aménagement harmonieux de l'espace intérieur et une clôture en fer forgé, avec des portails d'accès sur les quatre côtés. Pour le wali de Mila, tout ce qu'est en train de réaliser le CoVi-Mil n'est qu'une simple mise à niveau de la ville car «ce qui nous attend est encore plus important et plus intéressant, pour nous et pour les citoyens de la ville», a-t-il conclu !

A. M'haimoud

AÏN-TÉMOUCHENT

Une cellule pour sensibiliser les jeunes chômeurs aux dispositifs étatiques à El Hassasna

Dans le but d'insérer tous les jeunes, notamment les chômeurs de la commune d'El Hassasna, dans la vie sociale et leur assurer un avenir prometteur, et d'atténuer un tant soit peu le taux de chômage qui est inquiétant, une cellule de proximité de solidarité de la wilaya de Aïn-Témouchent a organisé, jeudi dernier, dans ladite localité d'El Hassasna qui est connue pour sa vocation agricole, une journée de sensibilisation au profit de la population des jeunes.

Cette cellule comptait en ses membres un médecin, un psychologue, un sociologue et un assistant social. La mission de cette cellule était d'informer les jeunes des deux sexes, pour ceux qui ont un diplôme ou non, sur les dispositifs étatiques d'emploi ; blanche Algérie, TUP

Himo, PID et DEV COM sous la charge du ministère de la Solidarité et de la Condition de la femme. En effet, durant toute la journée, les membres de cette cellule ont expliqué aux jeunes le but de cette journée et les avantages de ces dispositifs de l'Etat qui visent l'harmonisation sociale et

leur intégration dans la société.

Selon les membres de cette commission, il s'est avéré qu'il existe beaucoup de jeunes en chômage dans cette commune et qui sont dans le besoin, malheureusement, ces dispositifs limités dans la durée et quantité ne satisfont pas la forte demande. L'APC a enregistré énormément de jeunes postulant dans les listes d'attente dans chaque type de dispositif.

Quant à l'opération d'assainissement des listes des bénéficiaires, l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) d'une valeur monétaire de 3 000 dinars est attribuée à chaque personne malade chronique démunie ou sans ressources financières ; la charge de ce dossier a déclaré «cette

AFS sera ôtée à toute personne bénéficiant d'une pension, même s'il elle est inférieure à 5 000 DA. Beaucoup de personnes concernées ayant une allocation de retraite inférieure à 6 000 DA sont mécontentes».

De nombreux jeunes rencontrés non loin du lieu où s'est tenue cette journée de sensibilisation ne se sont pas montrés intéressés par les propos des membres de la cellule, certains d'entre eux affirment qu'ils leur faut des projets de développement qui assurent des postes d'emplois permanents dans cette localité oubliée depuis des lustres par les pouvoirs publics.

S. B.

AÏN DEFLA

Mise en place d'un vaste plan de réhabilitation et de rénovation des structures de santé publique

La Direction de la santé a mis en pratique un vaste plan de réhabilitation des structures relevant de son secteur uniquement et non celles dépendant des APC telles que les salles de soins et en fonction des crédits alloués au titre de l'exercice de l'année 2016.

En premier lieu, ce plan comprend la réalisation d'un mur de clôture pour protéger la vaste assiette de l'hôpital Sidi-Bouabida, le dossier de réévaluation du projet a été finalisé et transmis au ministère de tutelle pour qu'il soit pris en charge dans le cadre du budget de fonctionnement.

Pour ce qui est du manque de personnels d'hygiène et de sécurité des salles de soins, cette mission est du ressort des communes, a indiqué Le directeur de la santé, M. Mekki Tayeb, dans le rapport qu'il a exposé à l'APW lors de la session dernière.

Cependant, pour combler le déficit en personnel dans les établissements publics de santé dont 41 sont confrontés à ce manque, sur instructions données par le wali au directeur de l'emploi et après qu'un accord ait été conclu, la Direction de la santé a élaboré et transmis une fiche technique concernant les établissements déficitaires. Mais à ce jour indique-t-on, cet accord n'a pas été concrétisé, faute de disponibilité de postes budgétaires. Pour pallier le déficit en personnel d'hygiène, la Direction de la santé indique que des conventions ont été signées avec des entreprises privées de nettoyage, H/24 dans les hôpitaux d'El Attaf, Aïn Defla et Khemis Miliana, un programme qui

sera étendu à l'hôpital de Miliana et aux différentes polycliniques. Dans son souci de mettre à la disposition des structures de santé le maximum de moyens humains et matériels pour leur permettre d'assurer une bonne prise en charge des patients, la Direction de la santé a mis en service de nouvelles permanences de nuit et programmé graduellement l'ouverture d'autres permanences au niveau des polycliniques comme cela a été fait à Hammam Rigba.

Sur le plan de l'équipement des services de santé en matériel roulant, la polyclinique de la commune d'El Amra a été dotée d'une ambulance neuve. De plus, une convention a été élaborée pour l'acquisition de cinq autres ambulances pour d'autres secteurs, convention qui a été frappée de gel en attendant un éventuel «dégel».

Dans le cadre de la modernisation des équipements de destruction des déchets spéciaux des hôpitaux et des produits pharmaceutiques périmés des pharmacies, la Direction de la santé a doté les établissements de santé de Miliana, de Khemis Miliana et de Aïn Defla de banaliseurs non polluants pour l'environnement. D'autres structures de santé seront dotées de ce nouveau système.

L'équipement des établissements de santé publique a été renforcé par un appareil de radiographie pour la polyclinique Bordj-Emir-Khaled, un EMG (électromyogramme) un EEM (électroencéphalogramme) et un fauteuil dentaire pour le centre de prise en charge des toxicomanes de Khemis Miliana.

Le centre d'ana-pathologie de Aïn Defla n'a pas été omis dans ce plan puisque lui aussi a été doté d'un automate de réhydratation, d'un automate de coloration, d'une hotte chimique aspirante et d'un automate d'hématologie. La carte sanitaire de la wilaya de Aïn Defla s'enrichit de six nouvelles structures. Il est à enregistrer le nouvel hôpital de 240 lits implanté à Aïn Defla, le chef-lieu de la wilaya, en cours de réalisation et dont l'avancement des travaux est estimé à 60 %. Il sera doté de 24 villas pour le personnel médical spécialisé, qui sera affecté. Par ailleurs, quatre polycliniques, celles d'El Maïen, de Aïn Soltane, de Rouina et de Aïn Bouyahia, sont aussi en cours de construction, excepté celle de Tachta qui a été frappée par les mesures de restrictions budgétaires. La prise en charge des patients atteints d'insuffisance rénale s'est nettement améliorée par l'ouverture de nouveaux centres d'hémodialyse et un accroissement du nombre de régénérateurs aussi bien dans les structures publiques que privées. Ainsi ont été ouvertes quatre unités dans le secteur public et quatre autres, produits d'in-

vestissements privés. Les 404 patients qui souffrent d'insuffisance rénale sont pris en charge par 67 générateurs dans le service public et 59 dans le secteur privé conventionné avec la Cnas. De plus, on indique que le service public d'hémodialyse disposera prochainement d'une nouvelle station de purification de l'eau et de six nouveaux reins artificiels. Les offres pour l'acquisition de ces équipements ont été déposées et l'opération est en cours. S'agissant de la dotation des structures hospitalières de moyens humains, ce sont huit laborantins, huit manipulateurs d'appareils de radiographie, 206 aide-soignants, deux infirmiers qui ont été recrutés.

Par ailleurs, en réponse à une recommandation formulée par l'Assemblée populaire de la wilaya ayant trait à l'élimination des chiens et autres animaux errants, la Direction de la santé rappelle que cette mission incombe aux APC.

Pour assurer une stabilité du corps médical dans les zones rurales, la DSP sollicite des collectivités locales l'attribution de logements de fonction aux médecins qui exercent dans ces zones à l'instar de ce qui a été fait ailleurs par la commune de Bathia qui a octroyé cinq logements de fonction à différents personnels de santé.

Sur le plan de moyens humains, la wilaya de Aïn Defla compte 214 médecins spécialistes nationaux en plus des 13 spécialistes de la mission médicale chinoise. Malgré cela, la wilaya est

confrontée à un manque crucial de gynécologues et d'obstétriciens puisqu'elle ne dispose que de cinq spécialistes de cette discipline dont quatre relèvent de la mission chinoise qui n'exercent qu'au chef-lieu de wilaya, Aïn Defla. Selon le directeur du secteur, le ministère de tutelle a pris conscience de ce déficit et projette d'affecter certains de ces spécialistes dans les établissements de santé publique à court terme.

Sur le plan organisationnel, le responsable du secteur évoque la mise en place dès le mois de mars prochain d'une réorganisation de la carte sanitaire par l'institution de circonscriptions sanitaires qui seront dotées du maximum de moyens humains et matériels à même de répondre à une demande croissante de soins de la part de la population. Une nouvelle organisation, donc, qui viendra à bout du clivage entre hôpitaux et structures de santé de proximité.

Le mobilier hospitalier et la literie n'ont pas été omis dans le renforcement des moyens matériels puisque la Direction de la santé a acquis, en fonction de ses disponibilités financières, 51 lits, 200 couettes, 2 tables d'accouchement, une table d'examen des parturientes, 2 fauteuils de prélèvements. Cette opération est venue en complément du renouvellement partiel de la literie, et ce, par l'acquisition de 600 matelas, 4 000 couettes et 2 500 draps.

Karim O.